



# Pour le retrait du projet de loi El Khomri/MEDEF : Préparons dès maintenant la mobilisation !

29 février 2016

Union  
syndicale  
**Solidaires**  
Auvergne

28 rue Gabriel Péri 63000 Clermont-Ferrand  
tel : 04 73 31 38 01 Fax : 04 73 31 49 27  
[contact@solidaires-auvergne.org](mailto:contact@solidaires-auvergne.org)

26 février 2016, 17 h30

monsieur le rédacteur en chef,

Nous vous prions d'insérer le communiqué suivant dans votre prochaine édition, nous sommes à votre entière disposition pour répondre à vos questions.

pour le syndicat SUD PTT  
P. VELARD  
0674784004

## Communiqué de presse

### Pour le retrait du projet de loi El Khomri/MEDEF Préparons dès maintenant la mobilisation!

Sous prétexte de simplifier un code du travail prétendu trop compliqué, le projet de loi de la ministre du travail devenue ministre du patronat n'a qu'un but : réduire au maximum les protections et les droits des salariés et par voie de conséquence, servir la soupe au patronat.

Le gouvernement, les prétendus experts économiques, une partie des médias n'ont eu de cesse d'accabler de tous les maux le code du travail qui serait à la fois responsable du chômage, de la crise, de l'évasion fiscale, des délocalisations et pourquoi pas du temps pourri et du lait qui déborde sur le feu.

Macron et Rebsamen avaient déjà commencé le travail de sappe en attaquant le droit du licenciement économique, la médecine du travail, le repos dominical, le travail de nuit, le droit des représentants du personnel comme le droit à la défense prud'homale. Par sa loi, El Khomri met en oeuvre le casse du siècle: le salarié n'est plus qu'une machine outil, un coût, une charge, il doit se soumettre à la loi du marché et du libéralisme sauvage.

La prétendue démocratie sociale est une mascarade, les salariés pourraient soit disant se prononcer par référendum sur des réorganisations refusées par une majorité de syndicats, c'est du chantage institutionnalisé. Pour arriver à leurs fins, les patrons n'hésiteront pas à brandir les menaces de licenciement. Le reste des mesures est de la même veine.

Nous refusons que, dans un système qui tend de plus en plus vers l'esclavagisme salarié, la démocratie sociale que l'on nous propose ce soit de choisir le poids des chaînes.

Solidaires Auvergne pense que le niveau de la misère ne se négocie pas. Nous exigeons le retrait total du projet de loi El Khomri.

Dans les entreprises, sur les réseaux sociaux la colère monte.

Une réunion intersyndicale Puy de Dôme est programmée lundi 29 février à Clermont Ferrand, Solidaires interviendra pour que l'intersyndicale se prononce pour le retrait de la loi El khomri. Nous proposerons que le 9 mars, jour de la présentation du projet de loi au conseil des ministres, une journée d'action, de manifestations et de rassemblements soit organisée, que des initiatives unitaires (AG, débrayages grèves...) soient prises dans les entreprises.

Nous proposerons enfin que l'intersyndicale du Puy de Dôme s'adresse à l'intersyndicale nationale pour que celle-ci durcisse son positionnement avec le même mot d'ordre et la même détermination à se mobiliser au plus vite et préparer la grève nationale fin mars.

Sous prétexte de simplifier un code du travail prétendu trop compliqué, le projet de loi de la ministre du travail devenue ministre du patronat n'a qu'un but : réduire au maximum les protections et les droits des salariés et par voie de conséquence, servir la soupe au patronat.

Le gouvernement, les prétendus experts économiques, une partie des médias n'ont eu de cesse d'accabler de tous les maux le code du travail qui serait à la fois responsable du chômage, de la crise, de l'évasion fiscale, des délocalisations et pourquoi pas du temps pourri et du lait qui déborde sur le feu.

Macron et Rebsamen avaient déjà commencé le travail de sappe en attaquant le droit du licenciement économique, la médecine du travail, le repos dominical, le travail de nuit, le droit des représentants du personnel comme le droit à la défense prud'homale. Par sa loi, El Khomri met en oeuvre le casse du siècle : le salarié n'est plus qu'une machine outil, un coût, une charge, il doit se soumettre à la loi du marché et du libéralisme sauvage.

La prétendue démocratie sociale est une mascarade, les salariés pourraient soit disant se prononcer par référendum sur des réorganisations refusées par une majorité de syndicats, c'est du chantage

institutionnalisé. Pour arriver à leurs fins, les patrons n'hésiteront pas à brandir les menaces de licenciement. Le reste des mesures est de la même veine

Nous refusons que, dans un système qui tend de plus en plus vers l'esclavagisme salarié, la démocratie sociale que l'on nous propose ce soit de choisir le poids des chaînes.

Solidaires Auvergne pense que le niveau de la misère ne se négocie pas. Nous exigeons le retrait total du projet de loi El Khomri.

Dans les entreprises, sur les réseaux sociaux la colère monte.

Une réunion intersyndicale Puy de Dôme est programmée lundi 29 février à Clermont Ferrand, Solidaires interviendra pour que l'intersyndicale se prononce pour le retrait de la loi El khomeri. Nous proposerons que le 9 mars, jour de la présentation du projet de loi au conseil des ministres, une journée d'action, de manifestations et de rassemblements soit organisée, que des initiatives unitaires (AG, débrayages grèves,.. ;) soient prises dans les entreprises.

Nous proposerons enfin que l'intersyndicale du Puy de Dôme s'adresse à l'intersyndicale nationale pour que celle-ci durcisse son positionnement avec le même mot d'ordre et la même détermination à se mobiliser au plus vite et préparer la grève nationale fin mars.

- [Emplacement : ré-agir ensemble](#) > [Mobilisations et actualités](#) > [Mobilisations locales et sectorielles](#) >

- Adresse de cet article :

<https://solidaires.org/Pour-le-retrait-du-projet-de-loi-El-Khomri-MEDEF-Preparons-des-maintenant-la>